5 janvier 2009

Rapport de la commission des travaux chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 3 septembre 2008 en vue de l'ouverture d'un crédit de 224 830 francs, complémentaire à celui voté le 21 mars 2007 (PR-529) pour l'aménagement de locaux associatifs dans le sous-sol de l'école des Eaux-Vives.

Rapport de M^{me} Isabelle Brunier.

Traitement de la proposition

La proposition PR-642 a été renvoyée à l'examen de la commission des travaux lors de la séance du Conseil municipal du 17 septembre 2008. Elle a été traitée lors d'une unique séance de la commission des travaux, le 29 octobre 2008, sous la présidence de M^{me} Linda de Coulon. Le procès-verbal a été rédigé avec beaucoup de soin par M. Jorge Gajardo Muñoz, qu'il en soit ici remercié.

Rappel résumé du préambule de la proposition

Un montant de 665 000 francs (proposition PR-529) destiné à l'aménagement de locaux associatifs dans le sous-sol de l'école des Eaux-Vives avait été voté par le Conseil municipal le 21 mars 2007. Ce montant était basé, entre autres, sur un concept de sécurité pour ces locaux étudié par le mandataire et le service cantonal compétent. Cependant, lors de la demande d'autorisation de construire, les exigences de la Sécurité civile cantonale ont été revues à la hausse, imposant une importante modification du concept envisagé au départ. Ce crédit complémentaire découle de ces changements, en vue de permettre au Service des écoles et institutions pour l'enfance de réaliser le projet prévu.

Examen de la proposition

La proposition a été présentée à la commission par M^{me} Isabelle Widmer Bisevac, cheffe du Service des écoles et institutions pour l'enfance, M. Patrick Fuchsloch, adjoint de direction de ce même service, et M. Christian Dupraz, architecte mandataire. Ces personnes ont expliqué que les locaux destinés à la pratique de la musique et de l'art choral sont peu nombreux et très demandés. Ils correspondent donc à un réel besoin. Ceux des Eaux-Vives satisferont différents utilisateurs. Le problème du surcoût qui est intervenu dans ce dossier après le vote du crédit tient à la fois à un changement de fonctionnaire au sein de la sécurité au Département des constructions et des technologies de l'information (DCTI), le premier consulté ayant élaboré un concept qui n'a plus été accepté

par son supérieur au moment de la demande d'autorisation. De plus, un changement des normes, plus strictes, de l'Association des établissements cantonaux d'assurances incendie (AEAI) est intervenu entre-temps et est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2008. La Sécurité civile cantonale a dès lors imposé une voie de fuite périphérique, non exigée auparavant, et d'une manière générale une meilleure étanchéité au feu.

Questions des commissaires

Les questions des commissaires ont surtout porté sur les interprétations des règles, qui pouvaient changer d'un responsable à l'autre, et sur ce changement de normes AEAJ qui aurait pu ou dû être prévu et anticipé. Il a été précisé que le projet est identique à celui voté en 2007, et la destination est toujours la même, mais que seules les adaptations imposées par la nouvelle réglementation et indispensables pour la sécurité des futurs utilisateurs expliquent et justifient l'augmentation importante du prix de la réalisation. La procédure suivie semble avoir été correcte. Le changement de fonctionnaire au DCTI entre l'étude et la demande d'autorisation et le changement simultané de normes résultent d'un concours de circonstances.

Discussion

Certains doutes ont été émis, principalement sur le manque d'anticipation par rapport aux changements de normes AEAJ qui étaient connus au sein de la profession. Il n'était cependant pas possible de désigner a posteriori de responsable à cet état de fait ni de se retourner contre le Canton, d'autant moins que la sécurité des enfants et autres utilisateurs des locaux est primordiale.

Prise de position des groupes

Le groupe A gauche toute! votera le crédit, en cohérence avec son acceptation du premier crédit, par soutien à l'aménagement de locaux pour musiciens et artistes et en espérant que le projet sera rapidement réalisé. Les commissaires démocrates-chrétiens, estimant que les personnes auditionnées ont expliqué honnêtement le décalage entre le projet déposé et le changement de normes, voteront également le crédit, tout comme les représentants de l'Union démocratique du centre qui aimeraient que les travaux démarrent rapidement et que les locaux soient prêts pour la rentrée scolaire 2009. Le commissaire radical votera le crédit «à son corps défendant» tout en estimant que ce projet devisé en 2006 puis repris en 2008 révèle un problème de procédure. Il recommande au Service des écoles et institutions pour l'enfance de présenter ses demandes de crédit avec une auto-

risation de construire près d'être en force. Les libéraux voteront le crédit, mais le dépassement de 33% du crédit initial leur «reste en travers de la gorge». Les Verts approuvent le crédit en comprenant les impératifs de sécurité dans des locaux publics. Enfin, les socialistes l'approuveront également, parce que les locaux prévus correspondent à un réel besoin et que les mesures de sécurité doivent être strictement respectées.

Vote et conclusion

La proposition PR-642 a été votée à l'unanimité des commissaires présents (2 AGT, 2 DC, 2 L, 1 R, 3 S, 2 UDC, 3 Ve). En conclusion, la commission des travaux vous demande, Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers municipaux, d'accepter le projet d'arrêté tel qu'il est formulé ci-dessous:

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 224 830 francs, complémentaire à celui voté le 21 mars 2007 (PR-529) pour l'aménagement de locaux associatifs dans le sous-sol de l'école des Eaux-Vives.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 224 830 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie avec le crédit initial au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2010 à 2019.